

Les dépenses militaires comme instrument de pouvoir des Etats-Unis

Jacques Fontanel

Université d'Economie et des Finances de l'Université de Saint-Petersbourg,

21 June 2002.

Traduit en russe, Saint-Petersbourg, Presses Universitaires de FINEC

Avec l'effondrement du système soviétique et la disparition du Pacte de Varsovie, les cartes de la puissance mondiale ont été redistribuées. Les Etats-Unis sont devenus l'incontestable puissance hégémonique, à la fois leader de l'OTAN, protecteur d'une Europe militaire hétérogène, gendarme du monde et leader dans le développement de toutes les nouvelles armes. Avec la mise en place progressive des missiles anti-ballistiques, le gouvernement propose de se doter d'une certaine potentialité d'invincibilité pour le futur, que le terrorisme international peut partiellement contourner. Libérés de la guerre froide, les Etats-Unis se sont engagés dans la guerre économique¹, puis dans la lutte contre le terrorisme. Les dépenses militaires ne sont qu'un élément de l'hégémonie américaine, mais il semble que le gouvernement américain compte de plus en plus sur elles pour faire respecter une loi internationale à son image.

La question des dépenses militaires soulève les trois questions fondamentales de l'économie de la défense :

- Quel choix opérer entre le beurre et le canon (c'est-à-dire quel est le coût d'opportunité des dépenses militaires en productions civiles) ? Le dilemme est d'autant plus difficile à résoudre qu'il s'applique dans un contexte de crise économique.
- Quel est le pouvoir explosif (bang for a buck) d'un dollar (c'est-à-dire quelle est la puissance explosive d'un dollar dépensé dans la défense nationale) ? Compte tenu des nouveaux rapports de synergie entre les secteurs civils et militaires, le pouvoir explosif est probablement en croissance continue.
- Combien faut-il dépenser et comment (c'est-à-dire quel est le niveau optimal des dépenses militaires, compte tenu des contraintes de sécurité présentes et à venir) ?

La définition des dépenses militaires pose des problèmes de contenu. Il ne faut pas les comparer avec les budgets militaires, dont les contenus nationaux

¹ Daguzan, J-F. (1997), Les Etats-Unis à la recherche de la supériorité économique, Revue Française de Géoeconomie, n° 2, Eté.

sont hétérogènes, ni avec les dépenses de défense qui incluent par exemple la défense civile. Dans les années 1980, le SIPRI considérait que l'URSS dépensait un bon tiers de moins de dollars que les Etats-Unis à des fins militaires, alors que l'USACDA estimait, au contraire, que les dépenses militaires de l'Union soviétique représentaient un bon tiers de plus que celles des Etats-Unis. Aujourd'hui, on sait que les Américains étaient encore loin de la vérité et que le fardeau militaire a constitué l'une des raisons de l'effondrement de l'URSS, sans doute d'ailleurs la plus importante. L'expérience récente de l'Union Soviétique est là pour prouver qu'un effort excessif de dépenses militaires érode peu à peu l'efficacité de l'appareil économique et réduit à terme le potentiel national de défense. De manière prosaïque, il y a donc un choix à faire entre la sécurité d'aujourd'hui et celle de demain, entre l'effort militaire et les contraintes du développement économique. Staline et ses successeurs ont pensé que la course aux armements affaiblirait les économies de marché et créerait les conditions de renversements politiques dans les démocraties. La coexistence pacifique était analysée comme un moment de l'histoire, la guerre victorieuse d'un mouvement socialiste étant considérée comme une avancée vers la paix. L'Union soviétique n'a même pas eu le temps de recourir à la force, elle s'est effondrée brusquement, comme un sportif qui aurait trop puisé sur ses réserves et qui connaîtrait alors le terrible défilé de la fringale, qui conduit inexorablement à l'abandon du leadership. Dans ce contexte, c'est un nouvel exemple de la fable de l'arroseur arrosé.

Aujourd'hui, les dépenses militaires des Etats-Unis sont considérables. Il est d'ailleurs difficile de les comparer aux autres, pour des raisons statistiques de définition, mais aussi de comparaisons internationales qui impliquent la prise en compte du dollar, lequel n'est pas vraiment une unité de compte précise. Avec la baisse du dollar, les dépenses militaires des pays européens ont tendance à augmenter de l'ordre de 15 % sur l'année, lorsqu'ils sont transcrits en dollars. Ce qui ne correspond pas à la réalité.

La puissance s'exprime par plusieurs caractéristiques :

- la maîtrise de la finance internationale,
- le contrôle des marchés,
- le contrôle de la technologie (son autonomie d'élaboration dans le processus d'accumulation),
- la présence d'un modèle culturel dominant et exportable et
- la puissance militaire. Celle-ci s'exprime à la fois par les dépenses militaires, mais aussi par les stocks d'armes et l'adéquation de celles-ci avec les stratégies et les menaces².

² Cette situation n'est pas aussi marquée qu'il n'y paraît de prime abord. Il s'agit plutôt d'une tendance, qui ne conduit pas encore à des effets irréversibles. En effet, la puissance militaire exprime sa vigueur par ses flux, mais les

On peut dire que le rôle des dépenses militaires est discuté, mais qu'elles constituent incontestablement, dans le cas d'aujourd'hui, un instrument de puissance considérable qui risque de modifier le contenu et la nature des négociations politico-économiques des prochaines années. L'Europe doit en être consciente, à moins d'éclater dans de futures divisions.

- Le rôle des dépenses militaires comme instrument de puissance est discutable et discuté.
- Les dépenses militaires constituent incontestablement un instrument de puissance à court terme. C'est plus discutable à long terme.

I. Le rôle des dépenses militaires est discuté et discutable

Ce rôle a été contesté aux Etats-Unis. Trois courants de pensée l'ont clairement indiqué :

- D'abord, le concept de Complexe militaro-industriel, qu'il fallait contrôler pour permettre à la démocratie et à la paix de se maintenir, a été mis en évidence par le Président Eisenhower.
- Ensuite, des économistes ont insisté sur le caractère « militaire » de l'économie américaine, celle-ci ne pouvant s'exprimer au mieux que dans un contexte de conflit à connotation guerrière.
- Enfin, de nombreux écrits ont témoigné de l'intérêt pour l'économie américaine d'une réduction contrôlée des dépenses militaires.

A) Le complexe militaro-industriel, un danger pour la démocratie, la paix et, à long terme, le bien-être

Aujourd'hui, alors même que les analystes américains parlaient encore de la supériorité de l'armée soviétique sur celles de l'OTAN en 1980, un déséquilibre important s'est creusé au bénéfice presque exclusif des Etats-Unis. Dans ce contexte, on peut s'interroger sur les conséquences économiques d'une telle politique. Si les dépenses militaires exercent des effets économiques contrastés (positifs pour Sombart, négatifs pour Melman), leurs variations peuvent aussi produire des résultats variés, en fonction du niveau de développement du pays ou des menaces qui l'entourent. Ainsi, la réduction spontanée des dépenses militaires n'a pas provoqué les importants « dividendes de la paix » attendus en Russie (les violents effets de la transition s'étant avérés

stocks d'armes conservent toujours une signification profonde, notamment lorsqu'ils comprennent des vecteurs nucléaires.

décisifs dans la crise économique déjà latente), mais les Etats-Unis qui ont légèrement réduit leur effort militaire ont été capables de restructurer leur économie et à bénéficier d'une décennie de développement de qualité. Kenneth Arrow, Prix Nobel d'économie, soutenait alors qu'aucun progrès économique n'est possible sans une drastique réduction dans le soutien aux forces armées³.

Le Complexe Militaro-Industriel (CMI) prit son essor dans les années 30 en Californie, autour des grands industriels de l'armement, en marge même du gouvernement de Roosevelt qualifié d'agent du communisme, depuis la mise en place du New Deal. Dans un discours célèbre, Ike Eisenhower réclama à son pays une prudence devant le développement du CMI, capable de menacer les fondements mêmes de la démocratie et d'engager les Etats-Unis dans une course aux armements dangereuses. Pour conserver une grande partie du potentiel industriel de l'armement, la politique adoptée fut celle de la "diabolisation" de l'ennemi (au point que bien plus tard, le Président Reagan parlera de "l'empire du mal" pour définir l'URSS). Avec les exportations d'armes qui permettaient en même temps de vendre la culture américaine, les Etats-Unis se servirent sciemment du militaire pour élargir leur zone d'influence stratégique, économique, politique et même morale et idéologique.

Les dépenses militaires constituent un fardeau pour les économies de marché. L'Etat gendarme se doit d'assurer la sécurité nationale, mais son activité, de nature improductive, réduit les potentialités de production des richesses. Les dépenses militaires protègent le potentiel de développement, en dissuadant l'adversaire potentiel à chercher à s'emparer de ses propres richesses. Les effets négatifs des dépenses militaires sur l'économie des Etats-Unis s'expriment notamment par la réduction de la productivité industrielle, le développement de la bureaucratie et la diminution de l'investissement productif. Le secteur militaire favorise la perte de l'esprit de compétition et un effet d'éviction des activités civiles productives au profit du secteur militaire, fondamentalement improductif. Autrement dit, le complexe militaro-industriel peut tout à la fois revivifier le paysage industriel et conduire, à terme, à des situations de conflits fondés sur l'augmentation excessive des stocks d'armes.

L'économie américaine bénéficie d'une avance technologique et conceptuelle croissante dans les industries du futur (aéronautique, télécommunications, spatial, infosphère) et elle n'a cessé de renforcer son pouvoir d'influence sur les règles du jeu international. A défaut d'un ordre, les Etats-Unis imposent des règles, grâce notamment au complexe militaro-industriel. La loi américaine est devenue universelle, les normes techniques s'en inspirant sous l'influence de leurs négociateurs. L'armée est là pour maintenir la « Pax

³ Arrow, K.J. (1995), Some General Observations on the Economics of Peace and War, Peace Economics, Peace Science and Public Policy, vol.2, n°2, Winter, p.3.

Américana ». Et comme celle-ci n'est pas entièrement acceptée, une guerre est là pour rappeler le rôle historique de la force armée.

B) L'organisation de l'économie américaine conduit à l'accroissement des dépenses militaires

La Constitution des Etats-Unis repose sur la libre-circulation de l'information, avec l'idée smithienne selon laquelle le marchand est le citoyen du monde. L'économie est devenue un instrument de pouvoir souvent appliqué aux rapports conflictuels des Etats. L'insécurité dépend à la fois de la course aux armements, des inégalités, des dominations internationales, voire des exploitations sociales. Les stratégies obliques de dissuasion, les mesures économiques de rétorsion, les embargos, les boycotts sont autant d'armes puissantes, dont les effets économiques et politiques dépendent des mesures de défense, des solidarités internationales et du potentiel de substitution. L'arme économique est souvent inscrite dans les conflits guerriers. Plusieurs stratégies peuvent être conduites, de l'appauvrissement à la rupture, de la violence à la domination de la sélection des échanges de type mercantiliste à la stratégie de l'enserrement⁴. Aujourd'hui, l'économie américaine utilise ses armes pour améliorer sa puissance économique et vice versa⁵. Pour Susan Strange, les Etats-Unis font prendre en charge leur déficit par tous les pays du monde, notamment grâce à la puissance du dollar.

Pour Marx, la guerre et les conflits appartiennent au champ de la superstructure et ils sont conditionnés par les rapports sociaux antagonistes. Le capitalisme est étroitement associé à la guerre et la lutte révolutionnaire de classes conduit à la paix. Pour Lénine, le caractère systémique des guerres est en germe dans le mode de production capitaliste. L'impérialisme, stade suprême du capitalisme, est nécessairement caractérisé par les guerres totales et l'exploitation capitaliste du monde. La concurrence entre les Etats développés pour le partage des marchés extérieurs et pour l'exportation des capitaux est une nécessité des lois de la baisse et de l'égalisation tendancielle des taux de profit, maladie mortelle du capitalisme. Les guerres sont le résultat des tentatives de nouveaux partages des marchés extérieurs entre les grandes puissances impérialistes.

Pour Baran et Sweezy⁶, les dépenses militaires servent à absorber le surplus économique que le capitalisme monopoliste secrète. La course aux armements est

⁴ Fontanel, J., Bensahel, L. (1992), La guerre économique, Ares, Grenoble.

⁵ Serfati, C. (1999), Le bras armé de la mondialisation, Les Temps Modernes, janvier-février 2000, n° 607.

⁶ Baran, P., et Sweezy, P. (1966), Le capitalisme monopoliste d'Etat, Trad. Christos Passadeos (1968), Maspéro, Paris, Op. Cit. p. 189.

alors conforme à la logique du capitalisme qui cherche, par les dépenses improductives, à maintenir un rapport constant entre la production et la demande solvable. Le surplus peut être absorbé par la consommation des capitalistes, par le gaspillage, par les dépenses gouvernementales civiles, mais les dépenses militaires sont plus efficaces dans ce rôle ; en effet, elles sont conformes au capitalisme en ne redistribuant pas des revenus à ceux dont la productivité est faible, tout en stimulant les valeurs collectives, qui forment le ciment de la Nation et assurent la pérennité du capitalisme. La prospérité des Etats-Unis est due en grande partie aux énormes dépenses militaires, lesquelles constituent une solution majeure aux contradictions du capitalisme. « Il s'agit d'acheter des armes, des armes encore et toujours des armes »⁷. En prolongement, pour Claude Serfati⁸, la mondialisation va de pair avec la dynamique régressive du capitalisme. A côté d'îlots de prospérité, l'économie mondiale est en crise et le fossé se creuse inéluctablement. La globalisation, dominée par les pays les plus riches, ne conduit pas nécessairement à la paix. Pourtant, les autorités militaires d'aujourd'hui combinent une insatiable demande pour de nouvelles armes et une aversion accrue pour leur utilisation. Ce n'est pas tant la globalisation que les facteurs qui l'encourage qui fournissent le signal d'une réduction des possibilités de conflits armés internationaux⁹.

D'ailleurs, pour Galbraith¹⁰, la guerre et la puissance ont des fonctions importantes, sans potentiel de substitution en situation de paix. Elles fournissent le moyen le plus efficace de réalisation de la stabilité du gouvernement et du contrôle des économies nationales. La menace de guerre constitue un élément indispensable de contrôle des désaccords sociaux et des tendances antisociales. La subordination des citoyens à l'Etat et le contrôle des désaccords sociaux et des tendances antisociales sont des facteurs largement dépendants de la sécurité internationale. Les propositions en faveur d'une transformation de la production de guerre en projets de travaux publics de bienfaisance expriment plus des vœux pieux qu'une compréhension réaliste des limites du système économique actuel. Les hypothèses de reconversion ne sont pas toujours politiquement acceptables, notamment parce qu'elles ne tiennent pas compte des élections et des intérêts acquis. Il n'existe pas, dans le capitalisme américain, de substituts valables aux fonctions militaires des conflits. Le système fondé sur la guerre et la recherche de la puissance a démontré son efficacité depuis les débuts de l'histoire. Il a fourni les bases nécessaires au développement de nombreuses civilisations. Cette idée

⁷ Baran et Sweezy, Op. Cit. p. 194.

⁸ Serfati, C. (1999), Le bras armé de la mondialisation, Les Temps Modernes, janvier-février 2000, n° 607.

⁹ Arrow, K.J. (2000), Globalization and its Implications for International Security, <http://www.eaar.org/newsletter/Arrow.htm>

¹⁰ Galbraith J.K. (attribué à), La paix indésirable, rapport sur l'utilité des guerres, Calmann Levy, 1968.

est reprise par Jacques Attali¹¹, pour lequel la guerre est la manifestation extrême de la concurrence industrielle. Le conflit conduit à la relance de la production, il transforme les modes de consommation et les habitudes sociales. La phase de non bataille conduit à l'essor des dépenses militaires et au développement de réseaux automatisés d'autosurveillance. Le capitalisme implique l'émergence d'une phase brutale qui, si elle ne donne pas lieu à une guerre militaire, conduit au développement de l'aliénation symbolique. Aujourd'hui, cette dernière pourrait être retrouvée dans l'idéologie moderne de la globalisation.

C) Les dépenses militaires excessives, un facteur de déclin

Pour Kennedy, pour préserver sa force et ses acquis, la nation américaine s'épuise peu à peu¹². Ses responsabilités mondiales, le maintien de sa force militaire, l'obligation de conserver des alliances au fond onéreuses conduisent à un affaiblissement de l'économie. Or, celle-ci conditionne le maintien de la puissance. C'est l'expression de la « surexpansion impériale ». Les Nations rivales, moins concernées par les valeurs militaires, renforcent leurs productions et leurs technologies. Les Etats-Unis conservent à court terme de nombreux atouts de la puissance. Mais le déclin lent, relatif, régulier est amorcé. Il va s'exprimer dans les niveaux de vie comparatifs, des niveaux éducatifs, les qualifications techniques, les prestations sociales, la place industrielle et enfin la puissance nationale¹³. Les Etats-Unis n'ont aucune chance d'échapper à la règle. La question n'est pas de savoir si le déclin est inéluctable, mais de connaître la rapidité de ce déclin. Pour Robert Cox¹⁴, le système international est composé de capacités matérielles, d'idées et d'institutions. C'est l'idée d'un *soft power*. Si les Etats-Unis connaissent un déclin économique relatif, il faut donc compenser par les valeurs non tangibles. La « hard power » est trop coûteux. Les pays concurrents doivent accepter volontairement les principes qui fondent l'hégémonie américaine. La civilisation américaine doit être le phare des autres pays.

L'idée du déclin des empires avait déjà été avancée par Robert Gilpin¹⁵. Le système international représente des acteurs indépendants recherchant la

¹¹ Attali, J. (1978), La nouvelle économie française, Flammarion, Paris.

¹² Kennedy, R. (1988), The Rise and Fall of the great powers - Economic Change and military conflicts from 1500 to 2000, Random House, New York (Traduction française : Naissance et déclin des grandes puissances - Transformations économiques et conflits militaires entre 1500 et 2000, Payot, Paris, 1991.

¹³ Kennedy, P. (1994), Préparer le XXI^e siècle, Editions Odile Jacob, p. 388.

¹⁴ Cox, R.W. (1986), Social forces, States and World Orders: Beyond International Relations Theory, in R.O. Keohane, Neorealism and its critics, Columbia University Press, New York.

¹⁵ Gilpin, R. (1981), War and change in international politics, Cornelle University Press, Cambridge.

puissance dans un environnement anarchique. L'hégémonie réduit alors l'anarchie. Appliquant l'analyse économique du « Public Choice », il a cherché à mettre en évidence les déséconomies d'échelle de la puissance. L'Empire ne peut se maintenir que lorsque les avantages en termes d'investissements et de dépenses militaires sont supérieurs aux coûts. La puissance coûte cher et elle pervertit. Dans ces conditions, la classe au pouvoir dans la puissance peut ne pas avoir les mêmes intérêts que la Nation. Elle peut accepter la décadence si elle jouit d'un statut qui lui convient. L'Empire, qui cherche à monnayer la sécurité à des vassaux plus ou moins consentants, accroît alors son endettement public et international, ce qui érode son crédit, fragilise son économie et réduit la compétitivité nationale. Les autres pays situent leurs stratégies en fonction de celle de l'Empire. Dans ces conditions, les déséconomies d'échelle apparaissent rapidement pour la Puissance et les autres Nations améliorent leurs situations jusqu'au point où une guerre peut conduire à une modification de l'ordre international. Pour enrayer la chute, l'empire doit se réformer. Pour Gilpin, la puissance dominante peut créer des organisations internationales qui transforment la loi du plus fort en un droit. C'est une solution idéale pour faire perdurer l'Empire. La finalité des Empire n'est pas la guerre, mais la paix qui ralentit leur déclin et assure la stabilité.

Pour Lester Thurow, « les Etats-Unis seront la superpuissance militaire du XXI^e siècle. Mais c'est le premier des handicaps s'ils veulent rester une superpuissance économique »¹⁶. Le capitalisme est efficace du fait de la dureté de sa compétition et de la volonté de maximisation du profit, mais il néglige le futur. Le danger n'est pas que le capitalisme explose comme le communisme, car il ne s'auto-détruit pas. La technologie et les idéologies, notamment le fondamentalisme religieux, font trembler les fondations du capitalisme. Quand les deux se séparent, un grand tremblement de terre apparaît¹⁷. Pourtant, aujourd'hui les Etats-Unis sont la grande puissance mondiale. Les Etats-Unis ont tous les attributs de la puissance dans les sphères militaires, économiques et culturelles. Peut-être que l'économique reste fragile, mais il y a un renforcement du militaire.

II. Les dépenses militaires, un instrument de puissance

Les Etats-Unis sont le sanctuaire du capitalisme et les dépenses militaires leur sert à la fois à développer leurs technologies et à assurer les grandes fortunes du risque zéro porté à leur patrimoine et à leurs affaires commerciales. Cependant, la

¹⁶ Thurow, L. (1992), La Maison Europe, Calmann Levy, Paris, p. 275.

¹⁷ Thurow, L. (1996), The future of capitalism. How today's economic forces shape tomorrow's world, William Morrow and Company, Inc, New York, 1996.

volonté hégémonique des Etats-Unis, celle du peuple des élus, ne peut se réaliser sans développement des inégalités.

A) Les Etats-Unis, sanctuaires du capitalisme

Les Etats-Unis mènent une politique de puissance, notamment militaire, qui lui permet de prélever une forme d'impôt pour la sécurité du monde libre. Il est probable que le gouvernement américain ne se préoccupe pas du remboursement. L'idéal, c'est de nationaliser la dette extérieure. Avec la crise du terrorisme, les Etats-Unis cherchent à devenir le sanctuaire des grandes fortunes et des firmes multinationales. Compte tenu de la faible opposition politico-stratégique des autres Etats ou groupe d'Etats, la stratégie peut être menée à bien. Pour Brzezinski¹⁸, l'impératif technologique commande le réaménagement politique de la planète, la société américaine étant analysée comme la première société globale de l'histoire. Ses techniques sont universelles, c'est un modèle global de modernité, qui n'est donc pas de l'impérialisme. L'avenir n'est pas aux canons, mais aux réseaux, avec la fin de l'idéologie. La fin de l'histoire de Francis Fukuyama¹⁹ conduit le politique à se dissoudre dans la culture médiatique globale. C'est une conception de la société de communication comme société de transparence.

En 1996, lors de son adresse à la Nation américaine, Bill Clinton considérait qu'il ne fallait pas écouter les voix de l'isolationnisme, mais plutôt celle de l'engagement, car il faut défendre les intérêts américains dans les principales régions du monde, et notamment lutter contre les Etats renégats (rogue states) pour les empêcher de disposer d'armes de destruction massive et les réduire à l'impuissance. « Il est clair que les Etats-Unis doivent continuer à diriger, à mener. Notre leadership ne nous a pas seulement aidé à obtenir la paix avec les peuples traditionnellement guerriers, mais il a aussi permis de construire un demi siècle de sécurité et de prospérité que les Américains continuent d'apprécier » (Clinton, 1996) Cette idée d'être du côté de Dieu a été réaffirmé par le Président Bush, après l'attaque terroriste du 11 septembre 2001. « Les attaques délibérées et meurtrières qui ont été menées hier contre notre pays étaient plus que des actes de terreur. Elles étaient des actes de guerre... La liberté et la peur, la justice et la cruauté se sont toujours fait la guerre et nous savons que, dans cette lutte, Dieu n'est pas neutre ».

L'option NMD (National Missile Defense) conduit à un recentrage sur les problèmes purement nationaux, conduisant à l'option unilatérale du « benign neglect ». L'option de la sanctuarisation du territoire américain reste très

¹⁸ Brzezinski, Z. (1971), La révolution technotronique, Calmann Levy, Paris.

¹⁹ Fukuyama, F. (1989), The end of History, The Public Interest, Washington.

populaire et électoralement payante. Le programme NMD conduit au refus d'un dialogue sur cette question avec les alliés ou de négociations avec la Chine ou la Russie. Elle rejette la dissuasion en prenant comme hypothèse, pas totalement dépourvue de vérité, de l'irrationalité des acteurs stratégiques. Pour l'instant, les essais d'interception de missiles intercontinentaux n'ont pas encore été couronnés de succès. Cette stratégie n'est pourtant pas la seule conséquence d'un lobbying industriel, c'est une stratégie de sortie de la stratégie de la terreur (Mutual Assured Destruction, ou MAD) et de refus de celle de la dissuasion du faible au fort. C'est le retour à l'autonomie stratégique et au possible « first use ». Il s'agit d'une option de capacité offensive et défensive tous azimuts.

Enfin, last but not least, avec le remboursement des coûts de la guerre « américaine » de la guerre du Golfe, les Etats-Unis sont devenus des mercenaires, montrant ainsi que la puissance a un coût. Pour la guerre à venir en 2003, la question, comme pour les impôts, n'est pas de savoir qui payera concrètement, mais, avec la procédure de l'incidence, qui sera le contribuable en dernier ressort. C'est une autre question dont la réponse dépendra au moins partiellement des choix de l'ONU, mais aussi des résultats de la guerre elle-même.

B) Les dépenses militaires, instrument du développement

Pour Hamilton (1791), l'un des pères de l'indépendance des Etats-Unis, une assise économique solide assure la sécurité d'un pays dans la longue période. Le soutien étatique à la production d'armement est nécessaire. Hamilton considère que la sécurité militaire est une condition du développement industriel des Etats-Unis, car elle permet de se libérer de la dépendance des puissances étrangères. Il propose une politique de substitution des importations, par une protection tarifaire des industries essentielles à la sécurité nationale. Il se demande s'il n'est pas opportun que le gouvernement organise lui-même légalement les établissements destinés à la fabrication de toutes les armes nécessaires à la guerre. L'initiative individuelle ne peut pas s'exercer lorsque l'Etat a besoin d'exprimer sa puissance. La capacité à faire la guerre est fondée sur le potentiel de production des richesses et sur le développement des forces productives. Le danger de la guerre rend nécessaire la protection des capacités productives.

Pour Bill Clinton, un pays est une entreprise. Les Etats-Unis se sont dotés d'un appareil administratif important pour agir sur le commerce international (notamment avec le Advocacy Centre ou War room). La défense des intérêts économiques des Etats-Unis a été hissée au rang de priorité stratégique. C'est

pourquoi l'annonce de la guerre laisse à penser que d'importants facteurs économiques sont en cause. Les pressions exercées sur et par les Etats en vue d'acquiescer des forces armées et de les transformer, plus ou moins brusquement, en qualité et en quantité sont importantes. Le secteur militaire est fondamentalement dépendant du niveau de développement et des capacités nationales en termes d'hommes et de capitaux en matière de recherche-développement. Les stratégies mondiales dépendent d'abord des innovations technologiques et de la diffusion des technologies avancées. La dynamique de l'armement, conséquence fondamentale de l'application des technologies sophistiquées à la sécurité nationale, est à la fois une réponse aux efforts d'armement de ses concurrents/ennemis et la résultante de forces internes provenant d'acteurs nationaux intéressés par l'augmentation ou la réduction de la puissance militaire domestiques.

La diplomatie américaine recherche l'effet immédiat. Elle s'accompagne d'une démarche coercitive par l'intimidation (lois Helms-Burton et d'Amato-Kennedy contre les Etats parias), faisant du droit américain le droit mondial. Elle exerce aussi la pression concernant par exemple la réévaluation forcée du yen, la négociation féroce sur les échanges technologiques sectoriels, l'ouverture du marché japonais, l'orientation sélective des investissements japonais aux Etats-Unis. En prônant un "nationalisme économique positif"²⁰ par une politique industrielle adaptée, les États-Unis se proposent de devenir le seul arbitre d'une économie désormais globalisée, par le maintien de leur hégémonie mondiale et de la direction spirituelle de la planète. Ainsi, la "révolution dans les affaires militaires", fondée sur les développements technologiques civils, fait appel aux techniques de l'information. L'économie américaine bénéficie d'une avance technologique et conceptuelle croissante dans les industries du futur (aéronautique, télécommunications, spatial, infosphère) et elle n'a cessé de renforcer son pouvoir d'influence sur les règles du jeu international. La stratégie nationale d'information est une condition de la puissance, au même titre que l'industrie ou l'armée. Il y a quatre instruments de réflexion de l'information. Pour les Etats-Unis, la révolution de l'information est un atout considérable, qui lui permet de se développer à un rythme élevé. Les sociétés américaines sont leaders dans un secteur qui conduit à une transformation aussi profonde que la Révolution Industrielle du 19e siècle. Ce secteur ne représente pourtant que 10 % de l'emploi américain, mais c'est un facteur essentiel de croissance, du fait de la productivité qu'elle dégage. Il aide les Etats-Unis à innover, à développer ses idées, à accroître la flexibilité des entreprises et à améliorer les conditions de vie des citoyens. A défaut d'un ordre, les Etats-Unis imposent des règles. La loi

²⁰ Reich, R. (1993), L'économie mondialisée, Dunod, Paris

américaine est devenue universelle, les normes technique s'en inspirant sous l'influence de leurs négociateurs.

Sous le discours universaliste de la globalisation se cache une « realpolitik » qui consacre la ségrégation sociale face au nouvel ordre techno-économique. C'est un processus de « westernization ». Le droit international commercial dépend souvent de la jurisprudence américaine. La domination de l'économie américaine, fondée sur les investissements sur les technologies d'avenir, la puissance militaire et culturelle, est incontestable.

C) La volonté hégémonique des Etats-Unis

Pour Bill Clinton, alors Président, les Etats-Unis doivent conserver la principale responsabilité de répondre, de façon sélective, aux dangers qui menacent bien sûr les intérêts nationaux, mais aussi ceux de ses alliés, pour éviter la déstabilisation des relations internationales. Les considérations commerciales joueront un rôle fondamental dans la politique étrangère américaine, notamment dans le prochain siècle. La CIA se propose d'entreprendre une action d'espionnage industriel. Elle s'engage déjà dans une mission d'étude et d'analyse des grands courants économiques et des avancées technologiques et elle a une mission de lutte contre « l'intelligence ennemie ». Elle est déjà intervenu plusieurs dizaines de fois dans ces domaines. Le système américain de chasse aux contrats internationaux (Advocacy Policy) repose sur l'Advocacy Center (ou « War room ») créé au Department of Commerce en 1993. Son rôle n'est pas de diriger la manoeuvre de vente, mais de faciliter l'avènement de l'opération en aplanissant des problèmes administratifs aux Etats-Unis, en apportant des soutiens d'information et d'opérations. Il n'y a pas de challenger aux Etats-Unis aujourd'hui, car ce sont les institutions américaines qui se sont imposées au monde. « L'hégémonie américaine est devenue hautement institutionnalisée et « path dependent ».

Pour Bhagwati²¹, avec le processus de globalisation, basé sur le marché, le pouvoir militaire décline. Le leadership américain est une situation favorable à la paix et à la prospérité. Pour Robert Reich²², le processus de mondialisation amoindrit inéluctablement le rôle des Etats. La désintégration des économies nationales est inéluctable, même au prix de l'insécurité et de la menace de paupérisation. Il n'existe plus d'économie américaine ou française, car la monnaie, la technologie, les usines passent les frontières avec de moins en moins de

²¹ Bhagwati, J. (1992), Regionalism and Multilateralism : an overview, in J. De Melo and A. Panagariya, New Dimensions in Regional Integration, The World Bank, Washington.

²² Reich, R. (1992), The Works of Nations, Vintage Books, New York.

restrictions. La guerre et la recherche de puissance disparaissent avec la démocratie et le développement économique. La stratégie nationale d'information constitue dorénavant une condition de la puissance, au même titre que l'industrie ou l'armée. Or, les Etats-Unis sont la patrie de la tolérance et de la loyauté. Autrement dit, la globalisation sera américaine ou ne sera pas.

D) Un monde inégalitaire

Pour Lester Thurow (1996), les Etats-Unis sont très endettés. L'alternative à l'emprunt est la vente des actifs américains (terre, sociétés, buildings) aux étrangers, mais cela reste limité s'il n'y a plus rien à vendre. Personne ne peut se permettre un aussi large déficit commercial pour toujours. Or, tout le monde agit comme si rien ne menaçait l'équilibre du monde. Les Etats-Unis drainent les investissements dont d'autres pays auraient besoin, notamment les pays en développement. Mais cela veut dire d'abord que l'investissement américain est plus désirable et ensuite que l'investissement aux Etats-Unis ne peut intervenir sans déficit de la balance courante américaine. Les Etats-Unis ont perdu leur capacité à financer leur déficit. On ne sait pas quand cela arrivera, mais la fin arrivera inéluctablement. L'épicentre du tremblement économique est aux Etats-Unis et le choc sera très violent dans le Pacific Rim. Le standard de vie des Etats-Unis va s'effondrer. Les Américains, comme le Japon, devront plus travailler pour un niveau de vie réduit. Le Japon connaîtra aussi une grave crise, même si le gouvernement subventionne les exportations. Il y aura du chômage et des faillites de banques.

Pour Marshall, « les guerres sont produites par la pauvreté et l'oppression... Une paix continue ne peut exister que dans un monde libre et prospère ». La question est de savoir si la sécurité militaire est bien aujourd'hui une voie d'action internationale, l'objet de discussions entre les Nations en vue de réduire le potentiel d'une relance d'une course aux armements. Aujourd'hui, les inégalités croissent. Mais surtout, on sait que le développement à l'occidentale est réservé à quelques uns, qu'il est impossible à la planète de disposer du même niveau de vie que celui des Américains, à moins d'accepter un épuisement rapide des réserves de pétrole, une pollution mondiale importante et une gestion problématique des ordures liées à la croissance économique dispendieuse d'aujourd'hui. Autrement dit, le développement des Etats-Unis n'est plus un exemple à suivre, sinon d'accepter à terme une récession mondiale. Dans ces conditions, les mécontentements risquent de s'élever, car les espoirs d'une vie meilleure sont réduits par le type même de croissance imposée par le monde occidental. Il en résultera, à terme, d'inévitables conflits, à moins d'accepter soit

la définition d'un développement plus qualitatif, soit l'application de la règle du « plus fort ». Ce qui peut aussi expliquer l'essor des dépenses militaires et la volonté de faire respecter la loi internationale d'inspiration américaine.

Conclusion

La puissance de l'Etat, à l'instar des pensées néo-mercantilistes, se mesure aussi par la puissance économique, à la fois moyen et fin. Pour Lester Thurow²³, la triade entre dans une bataille économique intense. Elle s'apparente à une guerre que les Etats-Unis ne peuvent se permettre de perdre. Certes, les Etats-Unis sont encore très dépendants de leurs facteurs économiques internes, mais le danger se précise. Il faut protéger les secteurs à haute technologie, soutenir les entreprises américaines victimes des subventions des entreprises étrangères, aider les secteurs à haute valeur ajoutée et agir fermement dans les instances internationales pour favoriser le développement de l'économie américaine. Cette fois, l'ennemi est plus pernicieux, il est parfois même un partenaire.

Cependant, les Etats-Unis disposent avec leurs forces militaires d'incontestables moyens de coercition auprès de leurs adversaires et partenaires. Au moment où le monde semble à nouveau se déchirer, la puissance militaire reprend des forces et fera sans doute respecter ses droits.

Bibliographie

Attali, J. (1978), *La nouvelle économie française*, Flammarion, Paris.

Arrow, K.J. (1995), *Some General Observations on the Economics of Peace and War*, *Peace Economics, Peace Science and Public Policy*, vol.2, n°2, Winter, p.3.

Arrow, K.J. (2000), *Globalization and its Implications for International Security*, <http://www.ecaar.org/newsletter/Arrow.htm>

Bhagwati, J. (1992), *Regionalism and Multilateralism : an overview*, in J. De Melo and A. Panagariya, *New Dimensions in Regional Integration*, The World Bank, Washington.

Baran, P., et Sweezy, P. (1966), *Le capitalisme monopoliste d'Etat*, Trad. Christos Passadeos (1968), Maspéro, Paris, Op. Cit. p. 189.

Brzezinski, Z. (1971), *La révolution technotronique*, Calmann Levy, Paris.

²³ Thurow, L. (1992), *Head to head : the coming economic battle among Japan, Europe and America*, Morrow, New York.

Cox, R.W. (1986), *Social forces, States and World Orders: Beyond International Relations Theory*, in R.O. Keohane, *Neorealism and its critics*, Columbia University Press, New York.

Daguzan, J-F. (1997), *Les Etats-Unis à la recherche de la supériorité économique*, *Revue Française de Géographie*, n° 2, Eté.

Fontanel, J., Bensahel, L. (1992). *La guerre économique*. Ares, *Défense et Sécurité* [Grenoble, Lyon], 13(4), 9-50.

Fukuyama, F. (1989), *The end of History, The Public Interest*, Washington.

Galbraith J.K. (attribué à), *La paix indésirable, rapport sur l'utilité des guerres*, Calmann Levy, 1968.

Gilpin, R. (1981), *War and change in international politics*, Cornell University Press, Cambridge.

Kennedy, R. (1988), *The Rise and Fall of the great powers - Economic Change and military conflicts from 1500 to 2000*, Random House, New York (Traduction française : *Naissance et déclin des grandes puissances - Transformations économiques et conflits militaires entre 1500 et 2000*, Payot, Paris, 1991.

Kennedy, P. (1994), *Préparer le XXIe siècle*, Editions Odile Jacob, p. 388.

Reich, R. (1992), *The Works of Nations*, Vintage Books, New York.

Reich, R. (1993), *L'économie mondialisée*, Dunod, Paris

Serfati, C. (1999), *Le bras armé de la mondialisation*, *Les Temps Modernes*, janvier-février 2000, n° 607.

Thurow, L. (1992), *La Maison Europe*, Calmann Levy, Paris, p. 275.

Thurow, L. (1996), *The future of capitalism. How today's economic forces shape tomorrow's world*, William Morrow and Company, Inc, New York, 1996.